Raymond GREW & Patrick J. HARRIGAN, *L'école primaire en France au 19^e siècle. Essai d'histoire quantitative*

Paris, Éditions de L'EHESS, 2002 (traduit de l'anglais par Marie-Pierre Gaviano), 398 p.

Yannick Marec

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiresmesure/2462>

DOI : 10.4000/histoiresmesure.2462

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de L'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2004

Pagination : 429-432

ISBN : 2-7132-2052-1

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Yannick Marec, « Raymond GREW & Patrick J. HARRIGAN, *L'école primaire en France au 19^e siècle. Essai d'histoire quantitative* », *Histoire & mesure* [En ligne], XIX - 3/4 | 2004, mis en ligne le 03 décembre 2007, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiresmesure/2462> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiresmesure.2462>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

© Éditions de L'EHESS

Raymond GREW & Patrick J. HARRIGAN, *L'école primaire en France au 19^e siècle. Essai d'histoire quantitative*

Paris, Éditions de L'EHESS, 2002 (traduit de l'anglais par Marie-Pierre Gaviano), 398 p.

Yannick Marec

- ¹ L'ouvrage de Raymond Grew et Patrick J. Harrigan, respectivement professeurs d'Histoire aux Universités de Michigan (An Arbor) et de Waterloo (Ontario, Canada) est le fruit de longues recherches dont les premiers résultats ont été publiés au début des années 1980. Cet essai d'histoire quantitative qui aborde un phénomène essentiel de la société française du XIX^e siècle, à savoir l'universalisation de l'école primaire, s'appuie sur une analyse minutieuse de données statistiques issues de l'ensemble des départements français.
- ² En son temps, la publication d'un article d'étape sur « la scolarisation en France, 1826-1906 » avait donné lieu à de sévères critiques de la part de Jean-Noël Luc, spécialiste reconnu de l'histoire de l'éducation¹. Celui-ci reprochait notamment aux auteurs d'avoir sous-estimé les effets des changements intervenus dans le mode d'élaboration des statistiques scolaires, en particulier la réforme de 1859 qui avait modifié sensiblement le mode de dénombrement des élèves. En réponse, les auteurs avaient relativisé la portée des réserves émises par Jean-Noël Luc². Dans la précédente publication en anglais de leur ouvrage, R. Grew et P. J. Harrigan ont discuté certaines des objections qui leur étaient faites en minimisant l'effet produit par la réforme de 1859 sur les taux de croissance. L'édition française vise à s'écarter des polémiques antérieures en reprenant le débat sur des bases plus apaisées. De ce point de vue, le lecteur pourra apprécier la postface à la traduction française qui tend à justifier les méthodes statistiques mises en œuvre, en particulier l'utilisation des mesures de corrélation et de régression, tout en soulignant la prudence dont les auteurs se sont

impartis dans leur démarche. Celle-ci cherche surtout à donner les grandes évolutions du système scolaire français en s'appuyant non seulement sur les données statistiques mais aussi sur une connaissance approfondie du contexte historique et de la « littérature secondaire » largement mise à contribution.

- 3 Dans le chapitre introductif, « Statistiques et problèmes historiques », les auteurs abordent la question de la fragilité des statistiques scolaires en donnant des précisions sur leurs méthodes d'analyse tout en rappelant les principaux enseignements de l'historiographie relative au développement de l'école primaire en France au cours du XIX^e siècle. Ils s'inscrivent résolument dans la lignée des travaux qui ont contribué à réhabiliter les années antérieures à la Troisième République dans la construction du système scolaire français. Sans doute leur insistance à évoquer la prégnance de la vision noire et pessimiste qui aurait prévalu jusqu'à une époque récente dans la conception de l'essor de l'école primaire au cours du siècle aurait-elle mérité d'être davantage nuancée. Si l'attention a longtemps été portée par les historiens au rôle en quelque sorte fondateur de la législation (de Guizot à Ferry), la demande sociale d'instruction n'a pourtant pas été ignorée, en particulier depuis les travaux de Furet et Ozouf auxquels se réfèrent d'ailleurs R. Grew et P. J. Harrigan.
- 4 Toutefois, l'originalité de leur démarche réside dans la prise en compte et l'analyse méthodique d'un corpus statistique énorme représentant plus de 2 000 variables distinctes. Ils peuvent ainsi mettre en évidence ce qu'ils considèrent être un développement « systémique » de la scolarisation française depuis le début du XIX^e siècle. Ainsi, l'accroissement dans un domaine tendait à se répercuter dans un autre pour aboutir à un effet d'entraînement conduisant à une généralisation et à une homogénéisation du système scolaire dans l'ensemble national. Néanmoins, le rang de chaque département ne s'est guère modifié au cours du siècle, malgré l'existence d'un phénomène de rattrapage concernant les régions les moins scolarisées. Cette affirmation aurait mérité d'être davantage étayée ne serait-ce que par des tableaux comparatifs par département, certes plus classiques que la cartographie par grappes statistiques utilisée prioritairement et dont on peut aussi reconnaître la valeur heuristique (cf. p. 272).
- 5 Cette évolution générale est appréhendée aussi bien à partir de l'étude du taux d'équipement en écoles (chapitre 2) que de celle du taux de scolarisation des petits Français entre 1829 et 1906 (chapitre 3). Les auteurs aboutissent à la conclusion qu'en dépit d'une forte croissance ultérieure, l'organisation générale de l'école primaire en France avait pris son visage quasi définitif sous la Restauration et la Monarchie de Juillet. Le rôle de la Troisième République a surtout été d'apporter une attention particulière aux aspects qualitatifs de la scolarisation. Mais peut-être s'agissait-il là d'un apport finalement plus important que les seuls aspects quantitatifs ? Ainsi les auteurs suggèrent (p. 83) que la prise en compte du nombre d'inscrits révèle peu de choses sur l'assiduité des écoliers et ne dit rien sur ce qu'ils apprenaient... De même, la généralisation de la gratuité de l'enseignement primaire par l'une des lois Ferry ne faisait sans doute que prolonger un mouvement déjà fortement engagé au niveau local (p. 88). Mais on peut aussi estimer que dans l'apprentissage de la citoyenneté républicaine, l'extension officielle de la gratuité constituait une rupture symbolique majeure avec les pratiques charitables traditionnelles.
- 6 Les deux chapitres suivants sont consacrés au rôle de l'école catholique dans la généralisation du primaire et au développement de la scolarisation des petites filles où

les écoles congréganistes ont d'ailleurs longtemps été prédominantes. Les auteurs soulignent, selon nous à juste titre, un aspect paradoxal de la scolarisation menée sous influence catholique. C'est au moment où elle paraît s'imposer, principalement entre 1850 et 1863, que l'école catholique participe le plus à la généralisation de l'instruction primaire, préparant ainsi la mise en place d'un système national d'écoles publiques que s'empresseront de laïciser les lois Ferry ! L'étroite coopération des catholiques avec les autorités impériales a donc miné la possibilité d'un système pluraliste à l'anglaise ou à l'américaine et favorisé le triomphe ultérieur des républicains. Certes, celui-ci a été plus tardif pour les écoles de filles longtemps dirigées majoritairement par des religieuses. Cependant, là aussi, les écoles catholiques ont participé activement à la généralisation de l'enseignement féminin qui s'est également développé de manière « systémique », à l'instar des écoles de garçons. On retrouve le même processus d'évolution en ce qui concerne la formation des instituteurs et institutrices (chapitre 6), même si l'introduction de normes comme la possession du brevet ou le passage par une École Normale a été plus tardif chez les femmes que chez les hommes, avec cependant l'affirmation d'un phénomène de rattrapage lié à la féminisation croissante du corps enseignant.

- 7 Il existe pourtant des limites au système qui sont abordées dans le chapitre 7. Ainsi les cours pour adultes n'ont pas suivi le mouvement ascendant de l'école primaire. Leur nombre a progressé jusque sous le Second Empire mais diminué fortement au milieu des années 1880, sans que la remontée des années 1890 puisse leur permettre de s'imposer dans le système éducatif. Cela peut notamment être imputé à une certaine ambiguïté de leurs finalités successives. Conçus d'abord comme des entreprises de rattrapage ils sont devenus peu à peu de simples éléments de prolongation de la scolarité alors que se multipliaient d'autres voies de formation professionnelle.
- 8 De même, l'évolution des écoles maternelles, les anciennes salles d'asile apparues dès les années 1820, ne s'inscrit pas dans le développement « systémique » de l'enseignement primaire, du moins au début du xx^e siècle. Selon les auteurs, cela tient à la disparition des maternelles catholiques après 1901, du fait des lois dirigées contre les congrégations religieuses. Ils notent cependant que le déclin avait été amorcé dès le milieu des années 1880 avec les effets de la politique gouvernementale d'encadrement budgétaire qui avait imposé aux seules communes de 1 500 habitants et plus l'obligation d'entretenir une maternelle (loi de 1886).
- 9 Quant à l'enseignement post-élémentaire, il se caractérise par une histoire spécifique liée à l'existence d'une législation longtemps défavorable (entre 1860 et 1882 surtout), du fait notamment de la mise sur pied d'un « enseignement secondaire spécial ». S'y ajoutent des conditions d'existence très tributaires des contextes locaux et des distinctions pas toujours très nettes entre cours complémentaires et Écoles primaires supérieures. Au total, en 1906, leurs effectifs confondus représentaient moins de 2 % de la scolarisation élémentaire.
- 10 Le chapitre 8 se présente comme une tentative de bilan abordé sous l'angle des questions budgétaires qui apparaissent assez complexes. On peut cependant retenir l'importance croissante de l'investissement de l'État dans l'enseignement primaire. En 1907, le budget de fonctionnement qui lui était consacré représentait 25 fois celui de 1837 alors que, durant le même laps de temps, le budget global de l'État central n'avait que quadruplé. La croissance « systémique » du primaire a donc entraîné celle des coûts budgétaires avec cependant des différences selon les régimes politiques en place. Ainsi,

alors que le Second Empire tentait de contenir la progression annuelle des dépenses, la Troisième République a admis des hausses annuelles importantes liées aux transferts des financements des communes vers l'État central.

- 11 On peut retenir de tout cela qu'il a existé depuis le début du XIX^e siècle un véritable consensus autour de la construction du système scolaire, même s'il a pris des formes différentes selon les époques. « À bien des égards, l'histoire du primaire français est celle d'un projet commun dans lequel communes, Église et parents financièrement mis à contribution collaborent avec l'État, et escomptent sa participation de principe même lorsqu'ils s'opposent à telle ou telle politique particulière » (p. 280). L'un des grands mérites de l'ouvrage de R. Grew et P. J. Harrigan est assurément de souligner l'importance de la demande sociale dans la constitution du système scolaire français. De ce point de vue, leur démarche, qui peut être combinée avec d'autres, constitue un enrichissement certain à la connaissance des ressorts de la société française du XIX^e siècle.

NOTES

1. LUC, J.-N., « La scolarisation en France, 1826-1906 », *Annales E.S.C.*, jan-fév. 1984, pp. 116-155 ; « La scolarisation en France au XIX^e siècle : l'illusion statistique », *Annales E.S.C.*, juil.-août 1986, pp. 887-911. À compléter par J. GAVOILLE et J.-N. LUC, « Faut-il brûler la statistique de l'enseignement primaire ? », *Histoire de l'Éducation*, janv. 1987, n° 33, pp. 47-59.
2. GREW, R. & HARRIGAN, P. J., « L'offuscation pédantesque, observations sur les préoccupations de J.-N. Luc », *Annales E.S.C.*, n° 4, juillet-août 1986, pp. 913-922. Depuis cette période, a notamment paru le livre issu de la thèse d'État de Jean-Noël LUC, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle*, Paris, Belin, 1997, « ouvrage particulièrement suggestif, de large portée et de grande valeur », selon R. GREW & P. J. HARRIGAN, 1986, note 13, p. 309.

INDEX

Mots-clés : histoire sociale, histoire quantitative

Index chronologique : XIX^e siècle

Index géographique : France